



Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

93 | 2009

Varia

Par delà la crise : le changement dans la continuité

René Lasserre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3884>

ISBN : 978-2-8218-0882-9

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Par delà la crise : le changement dans la continuité », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 93 | octobre 2009, mis en ligne le 14 octobre 2009, consulté le 26 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3884>

Par delà la crise : le changement dans la continuité

Même si, en raison de la diversification du paysage politique, de l'érosion des grands partis et de la volatilité croissante de l'électorat, le résultat des élections fédérales du 27 septembre est resté jusqu'au bout incertain, l'issue du scrutin fut néanmoins sans surprise. Le changement de majorité politique attendu par l'opinion et souhaité par Angela Merkel a bel et bien eu lieu, avec une avance confortable assurée par le score inédit du parti libéral. Ce dernier sort grand vainqueur de la consultation, éclipsant quelque peu le succès de la Chancelière, érodé à la marge par le score médiocre de son allié bavarois.

La débâcle, elle aussi annoncée, du SPD – lequel réalise, avec 23 % des voix et un recul de plus de 11 points, son plus faible score de l'après guerre – s'est, quant à elle, dramatiquement confirmée, ouvrant ainsi au centre du paysage politique allemand une brèche dont l'ampleur et la portée politiques sont pour l'instant encore incalculables. Si, comme il est à craindre, cet effondrement électoral du SPD devait s'avérer durable, c'est un pilier de la démocratie et de la société allemandes qui risque de s'écrouler, car la République fédérale perdrait à la fois un parti de gouvernement indispensable au bon fonctionnement de sa démocratie et une force politique garante de son équilibre social. Dans la capacité qui avait été jusqu'à présent la sienne de se poser en défenseur du progrès social tout en assumant pleinement la responsabilité de l'efficacité économique, le SPD était l'artisan incontournable de la légitimité de l'économie de marché auprès de très larges franges de la population salariée.

Le SPD paie sans nul doute la rançon de l'action gouvernementale courageuse engagée pour la remise en ordre du marché du travail et de la protection sociale avec l'*Agenda 2010* sous le gouvernement Schröder II. Il ne tire à l'inverse aucun bénéfice de celle qu'il a poursuivie avec un réel succès pour le redressement des finances publiques, la restauration de la croissance et la reprise de l'emploi sous le gouvernement de grande coalition aux côtés d'Angela Merkel. Et c'est d'une nouvelle perte d'image qu'il essuie seul les effets de la crise financière de l'automne 2008 et paie au prix fort la précarité accentuée qu'engendre la rétraction du filet social.

Il serait toutefois trop simple de réduire la défaite cuisante du SPD à un vote-sanction des groupes sociaux les plus fragiles. Celle-ci est bien davantage le résultat d'une crise d'identité interne qui n'a cessé de s'exacerber depuis l'adoption forcée, sans réel débat politique interne, de l'*Agenda 2010* et des lois Hartz. Celle-ci a conduit l'opposition de gauche au sein du parti et aussi d'une partie du mouvement syndical à se détourner de l'économie de marché et à jeter par-dessus bord, au nom d'une globalisation décriée et d'un anti-capitalisme sommaire, les impératifs de compétitivité d'une société industrielle hautement développée. Au principe du partage assumé des responsabilités de gestion ancré dans la culture et l'action du parti depuis le congrès de Bad-Godesberg, une part croissante des militants sociaux-démocrates ont opposé, au nom de la défense des groupes les plus faibles, un discours tribunicien visant à préserver les acquis sociaux à n'importe quel prix. Cédant ainsi au social-populisme, ils ont cru un moment trouver à leur gauche des alliés potentiels pour une alternative politique qui se révéla politiquement impraticable. La campagne électorale de Frank-Walter Steinmeier a finalement montré combien, au terme de trois législatures où il exerça les

responsabilités gouvernementales avec d'indéniables succès, le SPD se retrouve, par cet irrésistible glissement à gauche, enfermé dans une impasse stratégique qui l'empêche d'offrir des choix économiques clairs aux électeurs : est-il vraiment crédible de promettre « *davantage pour l'Allemagne* » avant même que le pays ne soit sorti de la crise sévère où il se trouve englué et sans dire par quels moyens on compte l'y aider ?

A l'opposé, la nouvelle coalition gouvernementale, sous l'impulsion du parti libéral, s'engage dans un activisme économique quelque peu vibrionnant au service de la reprise et de la croissance. Au point que l'on peut se demander si l'intention proclamée de promouvoir un nouveau départ ne tient pas chez les libéraux d'un volontarisme réformateur exacerbé qui risque de se heurter rapidement à l'étroitesse des marges de manœuvre et à la fragilité des équilibres sociaux. Ainsi en va-t-il de l'engagement pour une baisse significative des impôts exigée par le FDP, à laquelle la CDU ne consent que du bout des lèvres parce qu'elle se heurte à la nécessité de combler une impasse budgétaire de quelque 40 milliards € d'ici 2013. Ce projet phare risque fort de se réduire, au moins dans une première phase, à des réaménagements ponctuels de la fiscalité des entreprises et des familles en charge d'enfants. Une réforme de fond de la fiscalité directe ne semble tout au plus envisageable que dans un deuxième temps pour des allègements globaux variant du simple au double dans les hypothèses envisagées par les partenaires de la coalition. Au-delà de la question fiscale, la réforme du fonds de péréquation de la santé, ainsi que celles de l'Agence fédérale pour l'emploi, du droit de licenciement ou de l'aide sociale, envisagées par les libéraux se heurtent non seulement à de sérieuses réserves des chrétiens-démocrates, mais aussi à l'hostilité déclarée des sociaux-démocrates et des syndicats, lesquels par ailleurs semblent décidés à batailler ferme contre le recul programmé de la retraite à 67 ans. En dépit des compromis qu'il devra ménager, le programme de la nouvelle majorité devrait finalement conduire à la poursuite de la politique de réforme de la grande coalition, avec quelques impulsions nouvelles en faveur de la reprise, puis d'un soutien renforcé à la croissance par l'amélioration résolue des conditions générales de l'activité.

Autant d'inflexions sensibles, mais aussi de points d'achoppement sérieux vis-à-vis desquels le SPD sera confronté à une alternative stratégique qui décidera de son avenir : celle d'une opposition constructive et modernisatrice, et qui lui permettra de préserver sa crédibilité de parti de gouvernement en tant que promoteur efficace de la croissance et, partant, de l'emploi et des droits sociaux. Ou bien celle d'une opposition conservatrice avant tout soucieuse de préserver des acquis hors de tout souci de performance économique, avec le destin de se poser en groupe-veto se condamnant à une marginalisation et à une fragmentation politiques progressives.

L'analyse fine du scrutin fédéral du 27 septembre montre en effet que le destin du SPD n'est nullement scellé et que son déclin n'a rien d'inéluctable. A la faveur d'une constellation unitaire optimale et d'une situation de crise exceptionnelle, *Die Linke* n'a tout au plus gagné qu'un million d'électeurs, alors que le SPD en a perdu près de 4,2 millions. Parmi ces derniers, plus de 1,6 million se sont réfugiés dans l'abstention, autant vers les trois autres partis et 780 000 seulement ont rejoint *Die Linke*. C'est dire que le SPD peut encore reconquérir l'essentiel de son électorat à la faveur d'une opposition responsable, en restant fidèle à ce qui fut sa vocation historique et à ce qu'il n'a pas encore cessé d'être : un parti de gouvernement, vecteur de progrès économique et social. L'avenir du SPD reste plus que jamais au centre, certes sensiblement à gauche, mais au cœur de la démocratie allemande.

René Lasserre, le 8 octobre 2009